

RENCONTRE AMAR SAÏDANI-AMAR GHOU

La recomposition de l'alliance a commencé

Le nouveau secrétaire général du Front de libération nationale, Amar Saïdani, reçoit, aujourd'hui lundi, au siège du parti à Hydra, «une délégation du mouvement TAJ conduite par son président, Amar Ghoul». C'est ce qu'a indiqué l'intéressé lui-même via un communiqué, hier dimanche. En dehors de deux activités strictement organiques, il s'agit là de la première activité officielle du successeur de Abdelaziz Belkhadem.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Même si aucun ordre du jour n'a été annoncé, du moins dans le communiqué de Amar Saïdani, il va de soi que ce sommet ne peut être perçu que comme l'amorce de la phase opérationnelle de la nouvelle alliance présidentielle. Celle qui aura à porter, au plan politique,



Amar Ghoul.

la candidature de Abdelaziz Bouteflika pour la prochaine élection présidentielle et qui lui servira d'instrument de gouver-

nance, par la suite. C'est, pour rappel, Bouteflika en personne qui avait imposé, de force, Amar Saïdani à la tête du FLN.



Amar Saïdani.

A dessein désormais clair de se représenter en 2014.

Tout comme il a reconduit Amar Ghoul et donc son parti le

TAJ dans le gouvernement Sellal. Le TAJ, une sorte de clone du MSP, est en effet un sigle «indispensable» pour l'alliance en recomposition et qui comportera également, bien sûr, le RND et le MPA de Amara Benyounès. Cela, en attendant de nouveaux «venus» pour après les présidentielles.

Il s'agit du FFS de Hocine Aït Ahmed qui avait déjà scellé un accord dans ce sens en 2011 déjà et, probablement, le PT de Louisa Hanoune.

Ce dernier parti qui est déjà dans l'Alliance présidentielle sans pour autant s'assumer pleinement, franchira-t-il le pas en acceptant d'intégrer le gouvernement, plus tard ?

C'est à peu près l'une des rares choses qui présente un semblant de suspense pour les mois, voire les années à venir, sur une scène politique désormais fortement «balisée» par Abdelaziz Bouteflika...

K. A.

FAWZI REBAINE :

«La fin du règne de Bouteflika»

Dans une conférence de presse tenue, hier, au siège du parti à Alger, le président d'Ahd 54 a donné sa lecture du supposé bras de fer opposant le président Bouteflika au chef du Département du renseignement et de la sécurité (DRS), le général Mohamed Mediene dit Toufik, et qui fait les choux gras de la presse depuis le tout dernier remaniement ministériel. «Il n'y a aucun conflit, au contraire, ils sont liés par des intérêts communs», a-t-il déclaré.

M. Rebaine a argumenté sa conclusion par le fait que l'armée, a-t-il dit, avait, lors de toutes les élections organisées durant le règne de Bouteflika, fraudé pour le compte des partis composant l'alliance présidentielle. Il a ajouté que l'armée avait été de toutes les décisions majeures ayant marqué l'histoire de l'Algérie indépendante. «C'est l'armée qui a déposé Ben Bella, intronisé Chadli, installé le Haut-Conseil de l'Etat, désigné Zeroual et enfin amené Bouteflika au pouvoir. Je ne vois pas comment elle s'inscrirait maintenant en faux avec lui», a-t-il souligné.

Pour le président d'Ahd 54, la question qui mérite d'être posée maintenant est de savoir si l'armée tirera à balles réelles contre les Algériens si jamais ils rejettent un quatrième mandat pour Bouteflika et sortent l'exprimer dans la rue. «Le décor est mis en place pour qu'il rempile. Or, il est physiquement diminué et ne pourra exercer ses prérogatives. Nous nous dirigeons ainsi vers un scénario similaire à celui de la fin de règne du Tunisien Habib Bourguiba quand son épouse et son fils faisaient la pluie et le beau temps en son nom et remaniaient le gouvernement tous les trois mois pour faire semblant de l'existence d'une activité politique», a-t-il projeté.

M. Rebaine a noté, enfin, que l'amendement de la Constitution n'apportera pas de changement tant que l'armée continuera à faire fi de la volonté du peuple. «Le peuple est le dindon de la farce», a-t-il conclu.

Lyas Hallas

DERNIERS CHANGEMENTS DANS L'INSTITUTION MILITAIRE ET AU GOUVERNEMENT

Les «explications» de Amar Saïdani

Le tout nouveau secrétaire général du FLN «explique» tout ce qui a caractérisé ces derniers jours la scène politique nationale, faite, notamment, de changements notables dans l'institution militaire avant que la boucle ne soit bouclée avec le remaniement ministériel, mercredi dernier.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Au forum du quotidien arabophone *Echourouk* dont il a été l'invité avant-hier, Amar Saïdani pense tout de go que Abdelmalek Sellal est l'homme du moment pour guider le gouvernement. Chose qui ne semble pas déranger le parti majoritaire, arguant que la phase actuelle a besoin d'un «gouvernement de technocrates et pas de politiques». D'où, poursuivra-t-il, «la présence dans la nouvelle équipe de pas moins de six walis dont quatre nouveaux».

Et d'exclure toute influence «extérieure» dans le dernier remaniement, le Président ayant, expliquera-t-il, «usé de ses prérogatives constitutionnelles». Saïdani s'en lavera presque les mains du sort qui a été celui de bien de ministres du FLN. Et de soutenir : «Je ne pense pas que l'exclusion de certains noms du parti du gouvernement ait un quelconque lien avec leurs agissements à mon élection à la tête du parti ou aux changements qui y sont intervenus.» D'ailleurs, ce remaniement à propos duquel Saïdani avouera n'avoir pas été avisé au préalable par le président de la République, dira-t-il, n'aura aucune influence dans le choix des futurs membres du bureau politique du parti.

Ceci dit, Saïdani ne fera pas l'économie d'une attaque frontale contre les opposants à l'intérieur du FLN qui empêche toute réconciliation entre les frères ennemis», considérant que la question de la légitimité «a été réglée à l'hôtel El-Aurassi». Saïdani dénierait au frère cadet du Président «toute influence dans les affaires internes du parti, pas plus, d'ailleurs, que le Président lui-même qui, soit dit en passant, est le président d'honneur du front, ou encore une quelconque partie sécuritaire». Et de réfuter tous les scénarios tissés ici et là qui «n'existent que dans la tête et l'esprit de certains journalistes et autres analystes». Saïdani invitera, dans ce sillage, la classe politique dont l'opposition à l'effet de

consacrer la stabilité du pays. Au sujet des changements opérés par le président de la République dans l'institution militaire, le nouveau premier responsable du FLN les confirmera en les qualifiant d'«importants» et relevant de ses seules prérogatives en sa qualité de chef suprême des forces armées et de ministre de la Défense nationale. Saïdani inscra ce remaniement dans l'institution militaire dans le sillage de l'impérative professionnalisation de cette dernière, au vu des dangers allant crescendo à nos frontières, avec, notamment, l'attaque de la base pétrolière de Tiguentourine au début de l'année en cours. Ceci en sus de la nécessité de «séparation entre les pouvoirs».

D'où, selon lui, le bien-fondé de la démarche portant passage de certains services relevant jusque-là du DRS sous la chapelle du commandement général de l'état-major de l'ANP. Des mesures à même, estimera encore l'ancien président de l'APN, d'«éloigner l'institution militaire de la sphère politique et des affaires de justice». «Elles sont de nature à protéger l'institution militaire et pas l'isoler» surtout, dira-t-il, que «le pays est sorti du «qui-tue-qui ?». Et elles n'ont «aucun lien avec la prochaine présidentielle et des calculs purement personnels, réfutant tout rôle de «faiseur de présidents» de l'institution sécuritaire. «Si on admet cela, cela voudra dire que les partis politiques et les organisations de la société civile ont échoué dans leurs missions.»

A propos des affaires de corruption qui rythment l'actualité nationale, le successeur de Belkhadem à la tête du vieux parti a dénoncé le fait qu'elles soient exploitées à des fins politiques à l'approche des rendez-vous électoraux. «A chaque fois qu'une élection présidentielle pointe du nez, la scène politique s'anime et s'enflamme avec ces informations distillées au sujet d'affaires de corruption contre tel clan ou tel autre. Et de rappeler la campagne contre le général Mohamed Betchine, conseiller de l'ex-président Liamine Zeroual, et en 2004, le scandale Khalifa avec le candidat Ali Benflis et tout ce qui s'en est suivi jusqu'à maintenant.»

Et Saïdani se dira pour que la justice traite ces dossiers loin de toute exploitation politique. «Car s'il est vrai qu'il y a des dossiers de corruption, il y a également des interrogations qui doivent bien prendre fin», soutien-

dra-t-il encore. Il plaidera pour que «les vrais dossiers de corruption soient traités par la justice en leur temps, soit à leur éclatement, et dans un cadre réglementaire avec le respect de la présomption d'innocence».

Autre sujet abordé par le nouveau SG du FLN, les islamistes dont il exclut toute ascension au pouvoir, ceci «même en cas d'élections libres et transparentes». Et d'explicitier sa sentence en soutenant que «le pouvoir au nom de la religion est un mensonge dont la majorité du peuple a pris conscience. Ceci avant de s'interroger : si les islamistes veulent gouverner au nom de l'islam, que ferons-nous, nous au niveau du reste des partis dont notamment le FLN ? Ne sommes-nous pas religieux ?»

Saïdani, qui exclura toute capacité de la famille islamiste à s'entendre sur une candidature unique à l'occasion de la présidentielle prochaine, répondra à ceux qui, parmi principalement les partis islamistes et nationalistes, revendiquent la mise au musée du FLN. «Une démarche qui contredit la diversité politique et partisane que garantit et protège la Constitution», affirmera-t-il, s'interrogeant de nouveau sur «où mettre les militants, les élus alors que c'est le parti de la majorité et le peuple qui a voté pour le FLN si on venait à mettre ce dernier au musée».

Evokant le printemps arabe, le secrétaire général du FLN qualifie ce concept de mensonge, refusant de considérer que ce qui s'est passé en Égypte est un coup d'Etat militaire en même temps qu'il prend le soin de ne pas considérer ce qui caractérise la scène égyptienne comme une révolution. Saïdani considère tous les protagonistes en Égypte, armée et Frères musulmans, comme étant victimes d'un complot comme dans le reste des pays de la sphère arabe. Un complot que le nouveau patron du FLN met sur le compte des Américains dont l'ancien président Bush père avait considéré il y a longtemps que l'anarchie leur permettrait de faire main basse sur le monde arabe, allusion à l'islam politique dont les courants sont les plus grands bénéficiaires de ce pseudo-printemps arabe. Et de relever que l'Algérie est le seul pays de cette sphère arabe qui est stable, se référant à ce qui se passe dans les pays voisins avec une Libye qui ne peut, selon lui, même pas vendre 8% de son pétrole.

M. K.